

# Ni fleurs ni couronnes pour Khrouchtchev

Il avait fallu attendre trois ans après la disparition de Staline pour obtenir le réquisitoire de ses successeurs contre son règne ; il n'aura fallu que quelques jours après le limogeage de Khrouchtchev pour que circulent — non authentifiés mais à coup sûr authentiques, incomplets, mais en larges fragments — deux versions du réquisitoire de Souslov contre l'ex-Premier.

Sur la base de ces éléments, les commentaires vont bon train. A la question : quel est l'élément essentiel et déterminant de la chute ? les réponses sont les plus contradictoires. L'erreur de la plupart des commentateurs, c'est de s'hypnotiser sur tel ou tel point qu'ils choisissent au gré de leurs propres préoccupations, et d'appliquer à l'U.R.S.S. des critères empruntés aux régimes parlementaires, en particulier celui de politiques diverses incarnées de façon constante par des hommes précis.

De là à dissocier la politique russe des huit dernières années en éléments qui reviennent en propre à Khrouchtchev et en éléments qui seraient la « ligne » de son « opposition », il n'y a qu'un pas, vite franchi par certains. Khrouchtchev serait l'homme de la déstalinisation spon-

tanée, des concessions aux masses, de la détente et de la conciliation — y compris avec les Chinois — ses adversaires (surtout Souslov) seraient les hommes du rétablissement de l'autoritarisme stalinien de la primauté de l'industrie lourde, de la guerre froide et du rétablissement du monolithisme dans le mouvement communiste international. C'est prendre au pied de la lettre les fragments connus du réquisitoire de Souslov.

**N**OUS ne disons pas, bien entendu, que Khrouchtchev n'imprimait pas un certain style personnel à la politique russe, mais, quant au fond, le cours khrouchtchevien a été celui de la majorité de la direction de la bureaucratie soviétique, et l'ensemble forme un tout relativement cohérent — n'en déplaise aux khrouchtcheviens avoués ou honteux — qui engageait l'ensemble de la direction. Cohérents sont les cours de déstalinisation limitée — soupape ouverte à la pression des masses soviétiques — et l'écrasement de l'Octobre hongrois qui exprimait l'explosion de la même colère dans les masses du « glacis ». Cohérents la promesse de niveau de vie élevé et la coexistence pacifique poussée jusqu'à la trahison des révolutions en cours, et l'aide économique accordée aux bourgeois nationaux des pays sous-développés. Cohérent avec le reste, la volonté de plier la Chine à cette stratégie, le prix en dut-il être la coupure en deux du mouvement communiste international.

**M**AIS tout cela a abouti à la faillite. La « déstalinisation » ouvrait des brèches qui menaçaient d'emporter toutes les digues bureaucratiques : il fallut faire taire les poètes, avant-garde de la liberté d'expression. Le niveau de vie ne s'élevait pas vite et aucune mobilisation politique des intelligences, aucun appel à la libre énergie créatrice des masses ne donnait la patience d'attendre en comprenant. La coexistence pacifique se révélait un jeu de dupes (Cuba, la force multilatérale, etc.) alors que les révolutions pourtant abandonnées, remportaient des succès, seules face à face avec les États-Unis, du Vietnam au Congo. Enfin la crise du

mouvement communiste se transformait en débandade.

Il est vrai que certains bureaucrates qui n'avaient pas vu la victoire de Khrouchtchev d'un bon œil ont saisi, voire préparé l'occasion de son élimination, mais, fondamentalement, elle a lieu comme le sacrifice du bouc émissaire chargé de tous les péchés du corps collectif (et que Khrouchtchev a complaisamment pris sur lui par le jeu du « culte de sa personnalité », fatal tant que la démocratie soviétique n'est pas rétablie), sacrifice après lequel on espère pouvoir « repartir à neuf ».

La politique de Khrouchtchev a été la politique obligée de la bureaucratie soviétique, au cours d'une étape d'affaiblissement de ce système de pouvoir, une tentative de retrouver l'équilibre que Staline avait maintenu par la terreur, au moyen d'un certain nombre de concessions aux masses destinées à les désarmer. La chute de Khrouchtchev manifeste qu'il n'y a pas de « déstalinisation » graduelle et évolutive possible.

**C**ERTES, c'est une coalition de dirigeants de tendances opposées qui a abattu le bouc émissaire, et c'est ce que manifeste les fragments du rapport Souslov comme les premières déclarations de la nouvelle équipe Brejnev-Kossyguine. Mais ces propos contradictoires qui, se référant aux XX<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup> congrès « déstalinisateurs », promettent la liberté d'expression et la poursuite de la politique de consommation, mais en même temps le retour au primat de l'industrie lourde, la continuation du cours de coexistence pacifique simultanément avec les U.S.A., avec de Gaulle et avec Mao et la révolution vietnamienne, révèlent aussi l'impasse qui subsiste à la solution politique du limogeage.

**D**E droite à gauche, des larmes sont versées sur Khrouchtchev. Elles manifestent dans le meilleur cas la peur d'un retour au stalinisme, à la guerre froide. Mais dans d'autres cas, c'est la peur de l'apparition d'un cours nouveau de lutte de classes et de fermeté à l'égard des provocations impérialistes. En réalité, ni l'une ni l'autre de ces craintes n'est réa-

liste. Quelles que soient les intentions subjectives de l'équipe hétérogène des successeurs de Khrouchtchev, leurs possibilités sont limitées. Il y a gros à parier qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas pour eux de politique de rechange car le stalinisme a perdu ses bases objectives et les bureaucrates, ex-complices de Staline, ne peuvent se transformer en révolutionnaires abandonnant la défense des intérêts de leur caste.

La chute de Khrouchtchev a donc toutes chances d'ouvrir une longue période de convulsions de la bureaucratie soviétique qui ne se terminera qu'avec la révolution politique qui permettra aux masses soviétiques de briser le carcan bureaucratique et de rétablir la démocratie des soviets.

**T**OUT rêve d'une longue ère khrouchtchevienne, d'autoréforme de la bureaucratie, est une creuse et pâle utopie petite-bourgeoise. La mort de Staline n'a pas fait disparaître toutes les séquelles du stalinisme. La corruption de la société soviétique dont Staline n'a fait que dominer le processus pendant trente ans ne peut être liquidée totalement sans violents affrontements entre « héritiers de Staline » et « héritiers de Lénine ». Plus vite on procédera à l'opération, mieux ce sera pour le mouvement ouvrier soviétique et mondial.

**L**A première conséquence de la chute de Khrouchtchev, c'est de secouer les partis communistes du monde entier. Partant de la base vers le sommet, l'onde de choc a atteint les dirigeants, les obligeant à parler à Moscou un langage neuf, quoiqu'encore fort timide. Mais la véritable déstalinisation en a reçu une accélération plus forte qu'au long des huit ans de khrouchtchevisme, depuis le XX<sup>e</sup> congrès. C'est ce processus qui est irréversible. A son terme, il y a la restructuration du mouvement communiste sur une base élargie. Il ne s'agit donc pas de pleurer Khrouchtchev. Laissons-le s'en aller sans fleurs ni couronnes et exploitons l'épisode de sa disparition pour aller plus loin sur un chemin où il n'aura été et ne pouvait être qu'un palier.

M. DERVAL.

## La direction du P.C.F. prise à contre-pied

Le monde a vu dans l'élimination de Khrouchtchev de la scène politique un événement d'une importance exceptionnelle, mais la direction du PCF dans une première réaction s'est efforcé de minimiser la chose. Les militants, attendaient des explications, des commentaires ; l'Humanité s'en tint une fois de plus aux seuls communiqués officiels de Moscou. Le Bureau politique enregistrait que la politique de « coexistence pacifique » serait poursuivie. Trois jours plus tard, Etienne Fajon dans l'Humanité du 19 octobre s'efforça de détourner l'attention des militants en leur recommandant de s'occuper en priorité de leurs propres luttes sans trop s'attarder sur les problèmes de l'URSS.

Une semaine après l'éviction de Khrouchtchev le B.P. se voyait contraint de revenir sur la question et décida d'envoyer une délégation à Moscou.

La direction du P.C.F. était prise à son propre piège. L'Humanité avait pour habitude de populariser et d'amplifier chaque fait et geste de la vie soviétique ; dès lors comment passer sous silence le limogeage du principal dirigeant de l'URSS ? Comment continuer la défense inconditionnelle de l'URSS auprès de la classe ouvrière française sans répondre à de tels changements ?

Ainsi la décision du B.P. pourrait apparaître comme un pas en avant de la part de gens qui durant toute leur vie n'ont jamais hésité à emboîter le pas de Moscou, que ce soit pour salir et condamner les vieux bolcheviks exterminés, pour condamner « la clique fasciste » de Tito quitte à reprendre plus tard le concert des louanges envers les Yougoslaves et, enfin, pour diriger le chœur anti-chinois.

En fait, ce ne sont pas les dirigeants qui ont changé mais la situation dans laquelle ils se trouvent. Les militants du P.C.F. ne sont plus prêts à s'aligner à la baguette comme auparavant. La direction doit donc procéder autrement pour faire passer ce coup fourré. Après l'envoi de la délégation chargée de demander aux auteurs du coup d'Etat si celui-ci a été réalisé démocratiquement, l'attente va à nouveau se prolonger, car « nous sommes un parti responsable ». Le Comité Central ne se réunit que le 6 novembre, plus de 10 jours après le retour de la délégation... C'est toujours cela de gagné. En attendant les militants se seront peut-être résignés.

Une organisation, celle des étudiants communistes, a exigé publiquement

dans la motion votée lors de son récent C.N., la publication intégrale des travaux du C.C. du P.C.U.S. y compris, l'intervention de Khrouchtchev.

La gêne de la direction du P.C.F. est fort compréhensible. Une semaine avant la réunion du Comité Central d'octobre Roland Leroy était à Moscou. A son retour il se crut en mesure de faire un rapport confirmant l'identité de vue entre le P.C.F. et le P.C.U.S. sur la crise du mouvement ouvrier. Le climat de démocratie politique est tel en U.R.S.S. après le XX<sup>e</sup> Congrès qu'il ne put soupçonner qu'on s'appropriait à renverser la « tête de linotte » au pouvoir depuis huit ans.

Ainsi, sur la lancée du XVII<sup>e</sup> Congrès, le C.C. continuait sa lutte antichinoise et n'hésitait plus à attaquer publiquement le P.C. italien.

Quinze jours plus tard, Khrouchtchev est évincé, — justement au moment où se gâte l'affaire de la conférence antichinoise.

La bureaucratie soviétique ne prévient pas ses fidèles alliés, elle n'en a pas les moyens dans le cadre de ses méthodes. Le Traité de Moscou disparaît des mots d'ordre du P.C.U.S. La Conférence préparatoire semble abandonnée, ou ajournée, aucun mot n'est prononcé contre la bombe chinoise.

Comment ne pas comprendre le trouble de cette direction française qui voit entre autre la résolution contre la bombe chinoise, qu'elle a fait voter au Mouvement de la Paix, censurée dans la presse soviétique.

C'est dans de telles situations que se révèle la faillite de cette direction suiviste. Décidée à servir aveuglément les intérêts de la bureaucratie soviétique, la direction du P.C.F. s'est sans cesse efforcée depuis la stalinisation de l'ensemble des P.C. de transformer son parti en garde frontière de l'Etat soviétique. Mais aujourd'hui la tâche est plus rude, la bureaucratie russe n'arrivant plus à stabiliser pour une longue période son pouvoir fortement ébranlé par la logique de l'indispensable déstalinisation.

La situation est d'autant plus dra-

matique pour l'appareil du P.C.F. que, dans cette période de trouble profond, il vient de perdre son chef dont la personnalité permettait encore un certain équilibre.

Ainsi la direction du P.C.F. n'a plus les moyens d'antan. Devant la baisse d'autorité de Moscou, certains bureaucrates essayeront sans doute de se dégager timidement de cette Mecque branlante pour rechercher une autonomie qui leur permettrait de prolonger sur des bases provisoirement plus solides leur propre pouvoir.

Cette prochaine étape caractérisée par des tendances autonomistes est la dernière chance de survie d'un appareil stalinien dont le pouvoir ne repose plus sur les conditions objectives qui en avaient permis le fonctionnement depuis des dizaines d'années.

A l'intérieur du parti français, une situation irréversible s'est créée. De nombreux militants s'interrogent, faisant ressortir parfois, toute une série d'expériences bureaucratiques jamais bien digérées. La confiance inconditionnelle envers la direction est fortement entamée. Les rappels à la ligne du XVII<sup>e</sup> Congrès ne suffiront pas à calmer ce malaise, tant le cœur des militants a été habitué à battre avec Moscou. Trop de tournants ont été imposés sans discussion véritable.

Ne va-t-on pas abandonner certains points du XVII<sup>e</sup> Congrès sous le prétexte fallacieux que la situation a changé et que, par exemple, la Conférence Préparatoire risquerait de conduire à la scission. « On ne peut y aller tout seul » dit-on aujourd'hui dans les sections.

Mais alors pourquoi avoir condamné les Italiens qui, les premiers, avaient affirmé une telle évidence ? Pourquoi leur avoir interdit l'accès au dernier Congrès des J.C. ? Pourquoi avoir interdit la parution de « Clarté » reproduisant un article de Togliatti ?

En effet, nous comprenons l'embaras des dirigeants pour condamner les méthodes du P.C.U.S., méthodes qu'ils sont familières à leur échelle. Lors de l'affaire Casanova-Servin,

curieusement appelée par le dernier C.C. « affaire Casanova-Kriegel », quelle cellule a pu avoir le discours de Casanova ? Qui a connu la défense d'A. Marty traité de policier ? Récemment, le vote secret est décidé sur proposition de la direction, il est accepté. Trois ans auparavant, ceux qui le réclamaient avaient « de mauvaises intentions ».

Waldeck Rochet, enfin, nous apprend que dorénavant les membres du C.C. auront les rapports politiques avant la session du C.C. pour pouvoir intervenir plus facilement. Que serait-il arrivé au membre du C.C. qui l'aurait réclamé avant que W-Rochet n'en fasse don à ses congénères ?

Nous pourrions multiplier ces exemples en demandant des nouvelles de ceux qu'on a exclu du parti pour « titisme » ou pour aide au FLN, mais ce qui est certain, c'est que ce qui vient de se passer en URSS ne peut que remettre tous ces problèmes à l'ordre du jour.

Le malaise qui règne dans ce parti ou aucun critère d'adhésion n'est requis, varie selon les militants, mais il est général. Un esprit critique apparaît qui pourra permettre à la partie la plus consciente des militants de repenser des problèmes plus concrets liés à la situation française. Combien de militants sont réellement convaincus et enthousiastes devant la perspective d'une « démocratie véritable » permettant un passage pacifique voire parlementaire au socialisme ?

Dans ce climat de discussion les éléments les plus lucides, ceux qui ne se contentent plus des explications officielles, pourront se rassembler et en particulier les jeunes. Par le biais des expériences politiques vécues par les militants et en fonction d'une analyse, plus profonde sur les événements du mouvement ouvrier, se dégagera peu à peu une tendance révolutionnaire.

Un large débat est ouvert, toutes les tendances du mouvement ouvrier doivent y participer. En particulier la IV<sup>e</sup> Internationale, la seule organisation communiste qui a été capable d'analyser et de prévoir les bouleversements actuels.

Les Communistes français ne doivent pas se laisser abasourdir ou paralyser par cette crise ; la véritable force du parti, réside en eux-mêmes, et non dans une direction qui aujourd'hui fait de plus en plus clairement la preuve de sa faillite sinon de sa trahison.

Henri ANCELOT.